



Se poser les vraies questions

La crise ouverte entre le président Macron et le Chef d'Etat-major des Armées (CEMA) Pierre de Villiers vient donc de se terminer (provisoirement ?) par sa démission.

Ce départ, fait unique sous la 5^{ème} république, marque assurément la première crise politique de l'ère Macron.

Rappel des faits

M. Macron entend dès 2017 faire repasser la France sous le seuil des 3% de déficit public exigé par l'Europe. Pour atteindre l'objectif, 5 Milliards d'euros d'économie sont à faire d'ici la fin de l'année. Tous les ministères sont mis à contribution et, comme souvent, le ministère des armées apporte la plus forte contribution, 850 millions d'euros soit 20% de la somme totale.

Dans les faits, pour le ministère des armées l'économie demandée reviendrait à supporter seul le coût des opérations extérieures alors que la loi de programmation militaire prévoit un financement interministériel.

Il reste maintenant à savoir quelles lignes budgétaires vont être impactées pour tenir dans cette enveloppe financière réduite (report d'embauches ? de programmes...)

M. De Villiers dans un communiqué publié le 19 juillet, se dit « *ne plus être en mesure d'assurer la pérennité du modèle d'armée auquel je crois pour garantir la protection de la France et des Français, aujourd'hui et demain, et soutenir les ambitions de notre pays* » En clair, pour le CEMA la coupe budgétaire demandée est en opposition avec la politique et la stratégie de défense actuelle de notre pays auxquels il a très certainement contribué. La rancœur de M. De Villiers doit être d'autant plus forte que M. Macron s'est engagé à une hausse continue du budget de la défense jusqu'en 2025 pour atteindre le niveau de 2% du PIB demandée par l'OTAN. M. De Villiers a cru au « macronisme », il en est aujourd'hui le premier déçu, il y en aura sûrement beaucoup d'autres.

Nombre de responsables et d'organisations politiques, syndicales se sont offusqués de cette baisse du budget de la défense.

Pour la Cgt, au-delà de la seule question du budget global octroyé par notre pays à sa défense, il y a nécessité de consacrer un large débat national sur notre politique actuelle de défense et sur le coût que cela engendre :

Par exemple, notre pays est après les Etats-Unis celui qui a le plus de forces déployées en OPEX. Quel est le bilan de cet engagement sur la lutte contre le terrorisme et quelles en sont les conséquences sur les populations et la déstabilisation géopolitique des régions impactées ?

Nos armées doivent-elles continuer à s'engager auprès des industriels en soutien aux exportations d'armement (SOUTEX) dont les 2 principaux « clients » sont le Qatar et l'Arabie Saoudite, pays autoritaires, antidémocratiques, soupçonnés de soutenir le terrorisme dont notre pays est une des principales cibles ?

BUDGET DE LA DEFENSE



**Fédération nationale
des
travailleurs de l'État**

263 rue de Paris - Case 541
93515 Montreuil Cedex
Tél. 01 55 82 89 00 Fax 01 55 82
89 01

Mail : trav-etat@cgt.fr



BUDGET DE LA DEFENSE

La France doit-elle poursuivre la modernisation de ses moyens de dissuasion nucléaire ? (En 2025 le budget consacré à la dissuasion sera doublé, à euro constant, par rapport au budget 2013, soit approximativement 6 Milliards d'euros par an)

La France doit-elle rester dans le commandement intégré de l'OTAN et satisfaire à son exigence de consacrer au minimum 2% de son PIB à la défense ?

Quels sont les moyens à mettre en œuvre pour lutter plus efficacement contre le terrorisme à court, moyens et long terme (renseignement, prévention, éducation ...)

Loin donc du psychodrame qui se joue aujourd'hui autour de la démission du CEMA, la question de fond que pose la CGT est : de quels moyens de défense avons-nous besoin pour assurer la sécurité de notre territoire et de ses citoyens ?

La CGT continuera donc à s'exprimer et à porter auprès de tous les décideurs politique notre exigence que s'ouvre, autour de ces questions essentielles, un véritable débat citoyen.

Pas certain que M. Macron, écartelé entre d'une part le respect des critères européens et Mme Merkel et d'autre part les exigences de l'Otan et M. Trump, relève le défi.

Montreuil, le 20 juillet 2017.



**Fédération nationale
des
travailleurs de l'État**
263 rue de Paris - Case 541
93515 Montreuil Cedex
Tél. 01 55 82 89 00 Fax 01 55 82
89 01
Mail : trav-etat@cgt.fr